

Programmes échanges et partenariats

Carnet de route



Chroniques urbaines d'Istanbul

Turquie

Derya Ozel

Human Settlement
Association /
AITEC

EUROPE



Éducation et culture

Leonardo da Vinci



Edito

Les quartiers d'Istanbul s'expriment, s'organisent, se rassemblent pour lutter contre les projets de rénovation urbaine de la mairie ! J'y étais pour accompagner les militants dans leurs mobilisations : quartier de Sulukule, quartier de Basibüyük, quartier d'Ayazma...

Journalistes de presse, reporters télé, caméramans se pressent à Sulukule grâce à la plateforme de Sulukule (composés de membres actifs de divers milieux d'architecture, d'université, de journalisme...). L'identité rom mise en avant fait en effet bonne presse ! Pourtant, les habitants ne sont pas au rendez-vous dans cette lutte pour sauver le quartier.

Et les autres quartiers, les autres militants ? Loin des médias, ils sont déterminés et ont de l'énergie. Un mouvement à l'échelle métropolitaine est en train d'émerger et avance à pas sûr grâce à eux. Des échanges individuels, des relations intergénérationnelles se sont tissés entre les habitants, les militants et moi dans ces différentes mobilisations.

Merci à eux de m'avoir fait confiance, car je peux « être leur voix » aujourd'hui. Voici une sélection d'articles dont vous pouvez retrouver l'ensemble sur le site des volontaires : www.emi-cfd/echanges-partenariats.org



Quartier de Sulukule (D.O)

Sommaire

Articles

Urgence à Istanbul : Sauver le quartier Rom ! Retour sur une mobilisation médiatique	4
A 40 km d'Istanbul, Virée matinale dans un no man's land	5
A Istanbul, dans le bidonville d'Ayazma, des familles luttent dans des cabanons	6
A Istanbul, l'arrondissement d'Ümraniye : « Diviser pour mieux régner » !	7
Istanbul : manifestation populaire dans le quartier de Başibüyük !	8
Au quartier rom d'Istanbul : les croix rouges vont-elles mobilisées ? ...	9

Interview

Rencontre avec Derya : avant le départ.....	10
Rencontre avec Derya : de retour de mission.....	11

Urgence à Istanbul : Sauver le quartier Rom ! Retour sur une mobilisation médiatique

12 novembre 2007

Aux abords des murailles byzantines, le quartier rom d'Istanbul, Sulukule, est sous la menace de disparaître au nom du renouvellement urbain. Une telle menace indigne, mobilise, rassemble.

Tension à Sulukule

« Le quartier de Sulukule ? L'établissement le plus ancien de l'Histoire de ce peuple, 11^{ème} siècle », dit-on fièrement à Istanbul. Célébré pour ses musiciens, convoité pour son charme pittoresque par le 7^{ème} art. Jadis. Novembre 2005. La mairie se donne la mission d'éradiquer les quartiers insalubres. Celui des roms est visé. Situé sur la péninsule historique classée patrimoine mondiale de l'Humanité par l'UNESCO, renouvellement urbain rime pourtant ici avec démolition, destruction et déplacement de population. 571 familles doivent quitter le quartier¹. Ce projet mené par la mairie de Fatih (arrondissement d'Istanbul) et l'agence pour le développement du logement (TOKI) excluent les habitants du processus de participation et de décision. On prévoit de déplacer ces familles dans des appartements neufs à 50 km au nord de leur quartier. Ce projet alarme : les nouveaux loyers sont 10 fois plus chers². Décembre 2006. La décision d'« expropriation d'urgence » votée par le Conseil des Ministres crée un mouvement de panique et d'incertitude chez les habitants. Le maire de l'arrondissement de Fatih, Mustafa Demir, proclame pourtant que c'est « le projet le plus social » qu'il soit !

24 mars 2007 : que les Roms soient célébrés !

A l'initiative de l'association pour la solidarité et le développement de la culture rom de Sulukule (l'association du quartier) et les ONGs Accessible Life Association et Human Settlement Association, une campagne de sensibilisation est organisée : « 40 jours 40 nuits Sulukule ». Jusqu'à la mi-mai, une série d'événements culturels (ateliers de musique, photo...dans le quartier, concerts et bals tziganes, films, conférences et colloques) rythme la

¹ dont à peu près 300 sont propriétaires

² de 50/100 liras turques (30/60 euros), ils passent à 500/800 liras turques (300/470 euros)

métropole. Cette manifestation folklorisante est fortement médiatisée : télévision, internet, affiches dans la ville...Comme le souligne l'architecte-militante Asli Kiyak Ingin, « Sulukule a fait connaissance avec Istanbul et Istanbul a fait connaissance avec Sulukule ». Et, pourtant. Cette mobilisation prend cette tournure dans l'urgence pour éviter les opérations de démolition : il faut agir, marquer l'opinion publique, ouvrir le débat. Les outils juridiques ne sont plus suffisants pour alerter et faire entendre la voix des roms d'Istanbul. Cette idée naît alors en janvier autour d'une plateforme rassemblant 200 personnes (artistes, musiciens, représentants de la société civile, architectes, sociologues, universitaires). Campagne réussie ! Cette manifestation menée tambour battant « réveille » les consciences et rappelle l'importance de ce quartier dans l'identité et la mémoire urbaine de la métropole. Intérêt et soutien de la société civile mais surtout arrêt des démolitions.

Pour quel projet de ville ?

Des réunions participatives commencent entre la mairie et les habitants. « On ne veut pas être assimilé ! Nous sommes turcs et roms ! », disent les représentants du quartier. Quitter Sulukule, c'est déjà perdre « quelque chose » de son identité. Mais à qui le faire comprendre ? Depuis ces dernières années, ces habitants vivent véritablement repliés sur eux-mêmes –aidés par des liens de solidarité entre famille et/ou voisinage. En particulier à partir de 1991, date à laquelle leurs tavernes animées ont fermé sur décision municipale pour des soi-disant raisons morales...Précarité sociale, précarité économique et aujourd'hui précarité résidentielle. Et, Istanbul s'apprête à devenir Capitale Culturelle de l'Europe en 2010. La métropole rêve, guidée par le mythe de « modernité » et du vieux continent. Ce projet de renouvellement urbain est en réalité un déplacement programmé de population. Toutes les stratégies employées sont bonnes, même mafieuses. La question est de savoir : est-ce contre les roms ? est-ce pour l'image de la métropole ? En attendant, on veut détruire l'Histoire, reconstruire des logements de beau standing, écarter les roms... Aujourd'hui, entre 200 et 300 habitants ont abandonné Sulukule ; une vingtaine de maisons sont démolies ; certains propriétaires ont vendu leur maison sous la menace. Mais rien n'arrête les habitants soutenus par l'ONG *Human Settlement Association* : la bataille politique et juridique continue ! Il faut un temps pour danser, il faut un temps pour résister.

Pour en savoir plus : www.40gun40gecesulukule.com

A 40 km d'Istanbul, Virée matinale dans un no man's land

5 décembre 2007

Le dimanche 2 décembre 2007, la mairie de Fatih (arrondissement d'Istanbul) organise la visite du site de relogement à Tasoluk à 40 km du quartier rom de Sulukule pour les locataires des deux quartiers touchés par le projet de renouvellement urbain (Neslisah et Hatice Sultan).

Vers 10h du matin, les habitants du quartier rom s'appêtent à visiter à 40 km de là un chantier en cours, dans la boue. Cette visite organisée par la mairie de Fatih est bien orchestrée par quelques habitants du quartier. Ceux qui collaborent avec elle (AKP, parti de la justice et du développement). Huit bus attendent à la porte d'Edirne aux abords des murailles qui datent de l'époque byzantine.

Ce chantier, prêt à les accueillir en août 2008, fait partie du projet de renouvellement urbain de Sulukule. La visite débute par le discours du maire, Mustafa Demir, accompagné par le chef de projet Mustafa Çiftçi. Certains agitateurs acclament le maire dans la foule. D'autres habitants protestent contre le projet. Quelques chaînes télévisées sont présentes. En échange de quelques liras turques, la mise en scène devant les caméras est grotesque. On montre sa satisfaction, on remercie le maire, le premier ministre : on va enfin devenir propriétaire. Pourtant, les réactions sont violentes : "c'est un exode forcé !"

Afin de mener son projet de renouvellement urbain, la mairie expulse les locataires au milieu de ce nulle part loin de toute infrastructure sociale mais concrétise le rêve de ces habitants, celui d'accéder à la propriété. Et ils y croient réellement. En effet, la mairie se garde bien de taire les modalités de l'agence pour le développement au logement. Lorsqu'elle est contrainte de les évoquer, elle présente les choses de manière simpliste et mensongère. Ces habitants vont devoir payer des mensualités tous les mois pendant 15 ans - alors même qu'ils ont déjà des difficultés à s'acquitter de leur loyer dans leur propre quartier. Ils ne disposent pas non plus du droit de vendre leur logement tant qu'ils n'en sont pas propriétaires. Crédules, les habitants pensent : "Au pire, je revendrai ou louerai mon appartement et je m'installerai ailleurs !" C'est aussi ce que la mairie leur dit.

Ce site de relogement n'est pas de bon augure et la mairie se préoccupe peu de la cohérence de son projet avec la réalité et les conditions de vie de ces habitants. Ce no man's land pointe dès maintenant les risques d'appauvrissement de cette population déjà vulnérable -et en particulier : 1) l'accès au marché du travail et les problèmes de transport, 2) l'augmentation des dépenses (transports, charges d'entretien des immeubles...). Cette virée matinale pointe aussi les premières tensions et divisions qui existent dans le quartier, entre les quelques habitants achetés par la mairie qui croient oeuvrer pour leur propre intérêt et l'intérêt de tous et les quelques résistants qui veulent continuer à se battre pour vivre dans leur quartier. Et demain ? Tout semble déjà si bien programmé...



Arrivée sur le site de relogement (D.O)



Vue des environs (D.O)

A İstanbul, dans le bidonville d'Ayazma, des familles luttent dans des cabanons

16 janvier 2008

Coincées entre le stade olympique d'Atatürk et des usines, les ruines du bidonville d'Ayazma regardent perchées sur la colline l'autoroute et les tours construites par TOKİ (agence pour le développement du logement). Derrière les ruines, des cabanons et des familles...

Des décombres de briques. Plus une trace du quartier d'Ayazma, où vivaient 1500 familles principalement d'origine kurde. Détruit en février 2007, voilà ce qu'il en reste. « Nettoyer un foyer terroriste »¹, tel est l'argument utilisé par la mairie pour légitimer son projet de rénovation urbaine. Plus une trace ou presque. Quelques propriétaires en litige avec la mairie, qui réclament des compensations équitables en l'échange de leur maison. Quelques familles en litige avec la mairie, qui réclament un toit.

La plupart des propriétaires a en effet été relogée dans les tours construites par TOKİ à Bezirganbahçe. Les locataires ont été évincés de ce droit. Or, la mairie avait bien dit que tous les habitants, propriétaires et locataires, allaient être relogés. La mobilisation des locataires a été brisée par la mairie et ses stratégies malhonnêtes. Les locataires se sont alors dispersés dans d'autres bidonvilles grâce à leurs réseaux sociaux et familiaux. Mais ce dispersement signifie avoir la capacité de pouvoir payer son loyer tous les mois. 18 familles sont toujours là, dans des cabanons. Elles restent mobilisées contre la mairie, attendent d'être relogées et ne céderont pas. Elles défendent leur droit au logement.

« La mairie doit tenir sa promesse et nous donner un logement dont nous sommes en mesure de payer le loyer tous les mois », disent les familles restantes à Ayazma. Mais la mairie ne semble pas coopérer. Au contraire. La police est venue détruire à deux reprises les cabanons. La dernière intervention (le 30 novembre) s'est déroulée vers 5h du matin au milieu des pleurs des enfants et des heurts entre les policiers et les familles. « Certains policiers avaient même la larme à l'oeil », racontent les familles face à leur détresse. Trois habitants ont été pris en garde à vue.

¹ source : article de Guillaume Perrier, Le Monde du 23 mars 2007

« Quand [l'Etat] nous a envoyé 1500 policiers pour détruire nos cabanons, qu'est-ce-qu'il y avait à l'intérieur ? Que des enfants, que des cris de femmes et d'enfants. Que cherche à faire la mairie ?... », dit une mère de famille. 18 familles pour une horde de policiers : quelle est la logique de ces actions ? Les familles refusent catégoriquement les accusations de PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) : « on nous accuse d'être un foyer terroriste, pourquoi on cherche à salir notre image ? » La peur de la police ne laisse pas le sommeil tranquille lors de ces nuits d'hiver.

Cette colline dévastée est sous surveillance quotidienne de la police, de la mairie. La censure des médias télévisés qui ne relayent pas l'information, accroît ce sentiment d'isolement : « tu sais, c'est quoi notre peur ? Tu vois la télé...personne ne nous montre. Si demain ils nous arrivent quelque chose, que la mairie vient et nous tue tous, on dira de nous : "c'était des PKK"... » Lorsqu'on fait de la résistance au projet de la mairie, lorsqu'on se bat pour un toit et qu'on est d'origine kurde, est-ce le prix à payer ? « Qu'ils continuent de détruire nos cabanons, nous continuerons de les reconstruire jusqu'à une solution. »



Des habitants d'Ayazma (D.O)

A Istanbul, l'arrondissement d'Ümraniye : « Diviser pour mieux régner » !

3 mars 2008

A Istanbul, la mairie d'Ümraniye « prépare le terrain » pour mettre en place ses projets de spéculation foncière : en octobre 2007, elle prend la décision de modifier le découpage administratif de l'arrondissement à l'échelle des quartiers. Zoom sur le quartier de Mustafa Kemal, connu et nommé par tous : le quartier du 1er mai¹.

Ümraniye, 2ème arrondissement d'Istanbul en superficie, a actuellement le nombre de quartier le plus bas : 14. Le maire de l'AKP (parti pour la justice et le développement de mouvance islamiste au pouvoir) va diviser l'arrondissement en 42 quartiers, qui vont être répartis entre les arrondissements de Kadıköy, d'Üsküdar et d'Ümraniye du côté asiatique. Ne pensez pas : « La division d'un arrondissement en plusieurs quartiers va améliorer les services urbains et sociaux ! » Non.

11 quartiers sont effectivement concernés par cette mesure municipale. 3 quartiers sont épargnés : le quartier où le maire est domicilié et deux autres quartiers proches de sa famille politique. Cette mesure semble bien être aléatoire : comparons ! Le quartier du 1er mai : le nombre d'habitants = 31 000, les règles d'urbanisme = autorisation de construire deux étages maximum. Le quartier du maire : le nombre d'habitants = 42 000, les règles d'urbanisme = autorisation de construire sept étages maximum². Autre chiffre. Un autre quartier de l'arrondissement, de 755 000 hectares va être divisé en 4 –soit des quartiers de 190 000 hectares chacun, alors que le quartier du 1er mai de 121 000 hectares va être divisé en 2 –soit des quartiers de 60 500 hectares chacun ! Pourquoi cherche-t-on alors « à tout prix » à diviser le quartier du 1er mai ?

¹ le quartier du 1er mai a changé de nom en 1980 lors du coup d'état militaire en devenant « Mustafa Kemal » (nom du premier président turc). Le 1er mai fait référence à l'année 1977 : lors du défilé traditionnel, 27 militants de gauche sont morts suite à des attaques de l'extrême-droite. Cette date annonce aussi une période de quasi-guerre civile entre les militants de gauche et de droite (plus de 5 000 morts jusqu'en 1980). Aujourd'hui il est majoritairement habité par des kurdes et des alévis.

² le quartier du maire est de plus le plus grand mais on ne dispose pas de l'information précise

Dans la presse, 10 maires de quartier (en turc, muhtar) sur 14 s'opposent à cette mesure municipale. Selon eux, c'est la première étape pour mettre en œuvre et augmenter les projets de spéculation urbaine. Ils se plaignent de la mairie qui ne les consulte pas pour ce type de décision. La mairie, elle, prétend que les maires de quartier ne parviennent pas à assurer l'ensemble des services (administratifs) aux habitants. En réalité, oui, la mairie va entreprendre des projets et par la même occasion, –comme le souligne justement un des maires de quartier- elle va pouvoir renforcer ses activités auprès de ses électeurs et embrigader plus aisément à l'échelle des quartiers.

Pour en revenir au quartier du 1er mai, il est certes bien situé, proche des centres urbains du côté asiatique (Kadıköy, Ümraniye) et des infrastructures routières (autoroute E-5). La résistance aux tremblements de terre a été prouvée ; en somme terrain idéal pour des projets de spéculation foncière. Mais pourquoi vouloir faire un découpage administratif dans ce quartier, dont la superficie et le nombre d'habitants sont inférieurs à d'autres quartiers d'Ümraniye ? Car, cet ancien bidonville s'est construit grâce à de longues batailles des habitants avec la police ; car, cet ancien bidonville a une forte histoire politique de gauche. Diviser le quartier pour mieux briser des mouvements éventuels de contestation contre les projets urbains et les démolitions, qui vont bientôt faire jour...voilà pourquoi.

Pourtant, la nouvelle de la division dans le quartier du 1er mai laisse tout le monde serein, sauf le maire de quartier qui s'est approprié cette cause. C'est peut-être d'ailleurs pour cette raison que les habitants n'ont pas réagi. Encore une manigance du maire de quartier, qui cherche à gagner des voix avec les élections de 2009...Agit-il vraiment pour l'intérêt de son quartier ? Est-il vraiment contre des démolitions ? Malgré une campagne de sensibilisation et la signature d'une pétition contre la division du quartier initiée par le maire de quartier, c'est le sentiment général partagé. Surtout après une réunion d'information où les 300 participants n'ont pas eu le droit à la parole mais le « droit à l'écoute ».

Comme le dit un militant de la vie associative et politique du quartier en le regrettant : « Il y a du potentiel ici pour se mobiliser mais on n'a pas su l'utiliser. C'est notre faute. » Et il ajoute : « Il y a tellement de tendances et de partis politiques ici...on n'a pas appris à travailler ensemble par le passé... »

Istanbul : manifestation populaire dans le quartier de Başibüyük !

5 mars 2008

Depuis le mercredi 27 janvier, les habitants de Başibüyük sont en résistance face à un projet de l'agence pour le développement du logement (TOKI) dans leur quartier.

Dans les médias, la nouvelle reste timide ou erronée : « des habitants ont attaqué des bulldozers venus détruire leur bidonville... » Faux. Le chantier d'un projet de TOKI du type « endettement à long terme » pour les habitants des bidonvilles devait démarrer cette semaine. La visite des représentants de TOKI sur le terrain avec la protection de la police crée une vague de violence et de tensions –d'autant plus que la mairie refuse de recevoir les habitants.

Depuis mercredi, le quartier de Başibüyük, situé dans l'arrondissement de Maltepe du côté asiatique, est sous surveillance policière. Jeudi, de graves incidents ont lieu entre la police et les habitants (lancées de gaz, jets de pierres...) 2 jeunes sont blessés. L'un est gravement touché : ses jours sont toujours en danger à l'hôpital. 20 personnes sont mises en garde à vue mais relâchées le lendemain. Depuis vendredi, les habitants manifestent dans leur quartier et se tiennent devant les barricades installées par la police. Ce rassemblement atteint jusqu'à 2000 habitants.

Au cours de l'année 2006, l'agence pour le développement du logement (TOKI), la mairie métropolitaine d'Istanbul et la mairie d'arrondissement de Maltepe ont en effet signé un protocole. La mairie de Maltepe a vendu 90 hectares de terrain pour le projet de TOKI. Malgré les contestations des habitants, TOKI a ouvert en 2007 une procédure d'adjudication¹ à Ankara : deux sociétés ont déjà abandonné –paraît-il en raison des réactions des habitants. Les événements d'aujourd'hui vont-ils faire renoncer la 3ème société ?

Ce quartier vote majoritairement (70%) pour le parti de mouvance islamiste au pouvoir (AKP) et le parti d'action nationaliste (MHP). Une telle mobilisation est surprenante et en particulier la présence marquée des

¹ acte par lequel les entrepreneurs sont mis en concurrence pour la réalisation des travaux ; les entrepreneurs proposant le prix le moins élevé sont en général retenus.

femmes. De coutume, ce sont les milieux de gauche qui organisent de tels mouvements de contestation. Les réactions et les propos lors de la manifestation sont d'autant plus virulents à l'égard de la politique du gouvernement et du 1er ministre Recep Erdoğan.

Ce souffle de mobilisation ne va pas s'éteindre si facilement dans le quartier ; cette dynamique populaire redonne du moral aux militants qui luttent contre les projets de spéculation urbaine à Istanbul !



Vue de la manifestation du 2 mars (D.O)



Les femmes s'expriment ! (D.O)

Au quartier rom d'Istanbul : les croix rouges vont-elles mobilisées ?

13 mars 2008

Alors que la conférence de presse avec les locataires du quartier de Sulukule est repoussée la semaine dernière, les premières maisons (entre 8 et 10) commencent à être marquées d'une croix rouge...pour être démolies très prochainement par les pelleteuses de la mairie de Fatih dans le cadre de son projet de renouvellement urbain.

La conférence de presse destinée aux locataires va avoir lieu ce jeudi 13 mars à 11h dehors dans le quartier. Hacer Foggo et Neşe Ozan, les deux militantes de la plateforme de Sulukule, continuent leur travail de terrain pour convaincre les locataires de s'exprimer et d'organiser la mobilisation devant les médias. Ultime manifestation ?

La veille, la presse a bien reçu l'annonce largement diffusée par la plateforme de Sulukule et les locataires : « Nous vivons dans les maisons que la mairie marque, va marquer d'une croix rouge ; nous allons au travail en nous levant le matin dans ces maisons, nous dormons dans ces maisons, nous nous réveillons dans ces maisons. Nous allons nous retrouver à la rue si elles sont détruites. Nous le répétons une dernière fois : nous ne pouvons ni payer les mensualités des logements de Taşoluk de TOKI [agence pour le développement du logement] ni payer des loyers en dehors de Sulukule. Si nos maisons sont détruites, nous allons nous retrouver à la rue. »

Chez les locataires, chez les militants et les sympathisants, tous espèrent que cette manifestation va être une réussite et que les médias vont être là en masse ! On compte surtout sur la participation exceptionnelle des locataires révoltés et de plus en plus inquiets. Des slogans vont être affichés sur le mur des maisons (du type « ici vit une famille »). Certains locataires ont déjà collés modestement un papier sur le mur de leur maison.

Cette conférence précipitée veut dénoncer que ce projet tant prétendu « social » par la mairie ne l'est pas et veut arrêter la mise en marche des démolitions –et surtout celles déjà marquées d'une croix rouge habitées par

des familles. La mairie doit déjà être au courant d'une telle conférence de presse et ne va pas envoyer ses pelleteuses aujourd'hui...

Allez les locataires de Sulukule, Dieu vous protège-t-il ? Faites vous entendre !



Vue d'une rue du quartier (D.O)



La croix qui appelle à la mobilisation (D.O)

Rencontre avec Derya : avant le départ

26 octobre 2007

Derya, 27 ans, part à Istanbul pour travailler sur les questions sociales et urbaines avec l'ONG Human Settlement Association.

Derya, peux-tu te présenter ? [Sourires] Oui, j'ai terminé mes études en urbanisme cette année. J'ai une formation à l'origine en sociologie et surtout en ethnologie. J'ai continué avec des diplômes appliqués à l'architecture, au patrimoine et à la ville dans les pays du Sud et en particulier dans le sous-continent indien. Dans mes différentes expériences et pratiques de terrain, j'ai essayé de faire valoir mes savoir-faire et mes compétences pour répondre aux besoins des habitants, les accompagner dans l'amélioration de leurs conditions de vie... Maintenant, avec mes bagages, je veux résolument être dans des dynamiques collectives d'action et d'engagement.

Pourquoi Echanges et Partenariats ? Le programme d'Echanges et Partenariats offre l'opportunité de vivre une expérience dans un pays d'Europe et d'être impliquée dans le milieu professionnel et militant. Cette expérience est à la portée de tous grâce à ce site (étudiants, architectes, urbanistes, élus, habitants...). J'espère avec ma mission pouvoir interroger, nourrir les débats sur la ville et favoriser de nouvelles formes d'action...[Sourires]

Où pars-tu ? Je pars à Istanbul en Turquie. Istanbul est une métropole en mouvement, dans laquelle on se sent réellement au coeur des dynamiques qui composent aujourd'hui la société turque. Je trouve cela passionnant. D'ailleurs, Istanbul va être en 2010 Capitale Culturelle de l'Europe ! Aux portes de l'Asie, Istanbul séduit, Istanbul transcende, Istanbul peut révolter.

Qu'attends-tu de ta mission ? J'attends beaucoup de cette mission et en même temps, elle est presque totalement exploratoire. Mon ONG Human Settlement Association travaille à l'élaboration d'un projet alternatif à la démolition d'un quartier Rom (tsigane), Sulukule, situé sur la péninsule

historique classé par l'UNESCO patrimoine mondial de l'Humanité. Personnellement, je ne veux ni voir ce quartier disparaître du paysage d'Istanbul ni voir cette communauté dispersée dans les bidonvilles périphériques. C'est la mémoire et l'histoire d'une culture qui sont menacées face à des logiques de profit. Mon engagement sera avec l'ONG et les habitants pour préserver ce tissu urbain, se battre au droit de continuer à y vivre.

Rencontre avec Derya : de retour de mission

27 mars 2008

Dans quel cadre es-tu parti ?

Ma mission à Istanbul avait pour but de suivre les mobilisations habitantes à l'échelle des quartiers et de la métropole. C'était une mission exploratoire, qui a commencé dans le quartier fortement médiatisé de Sulukule. Mais le bruit médiatique cachait hélas la réalité –à savoir l'absence de mobilisation des habitants. Pourtant, j'ai participé aux activités de la plateforme de Sulukule dans le quartier, lorsqu'elles n'étaient pas contradictoires avec mes propres valeurs. J'y ai tissé des liens avec les quelques habitants militants pour sauver le quartier. J'ai commencé, par la suite, à explorer d'autres quartiers d'Istanbul et j'ai rencontré la plateforme des associations de quartier d'Istanbul. Une super rencontre avec quelques militants ! Cette mission aura, je l'espère, une suite avec un autre volontaire et que la plateforme pourra rencontrer ici la Coordination Anti-Démolition des Quartiers Populaires. Du côté istanbouliote, ils sont très motivés pour connaître les expériences et les modes d'actions des Français !

Alors...quel bilan tires-tu de ton séjour ?

Le bilan, j'en suis satisfaite personnellement ! Je me suis vraiment sentie investie au côté de ces militants dans ces mobilisations de quartier et on m'a fait confiance. En plus, je partageais leur manière de penser la ville et d'organiser leur mouvement dans une dynamique autonome. Mais le plus important pour moi ce n'est pas mon auto-satisfaction, mais c'est surtout que ma mission permette de faire lien à l'avenir entre les militants istanbouliotes et ceux d'ici, de renforcer les solidarités et les luttes à l'échelle de l'Europe...

Et pour la suite ?

J'ai filmé environ 30 heures de vidéo pendant 4 mois... je compte monter des petits courts-métrages et les envoyer à Istanbul. Il faut faire circuler ce type d'outils dans les quartiers pour renforcer les mobilisations et pour donner du courage aux habitants, c'est primordial ! Je considère personnellement que ma mission auprès d'eux sera terminée après ce travail que je leur dois !